République Française — Liberté, Egalité, Fraternité

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE — DEUXIEME CIRCONSCRIPTION

Elections Législatives des 12 et 19 Mars 1978

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT



Francis LIOTAUD

Conseiller municipal de Carpentras
Contrôleur divisionnaire aux P.T.T.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vingt ans de règne sans partage de la droite sur notre pays, ont abouti à une situation dramatique.

Mille difficultés assaillent notre vie, la rendant souvent insupportable. Chômage, hausse des prix, détérioration de la qualité de la vie, mauvaises conditions de travail, injustices, inégalités, violence : rien n'échappe à la crise de ce régime inhumain. Une poignée de privilégiés accapare tout, décide de tout.

Messieurs Giscard d'Estaing, Chirac, Barre, Ceyrac ont parfaitement réussi : enrichir comme jamais les grandes sociétés milliardaires, imposer des sacrifices à l'immense majorité de notre peuple. Ils rêvent d'aggraver encore cette politique. Ainsi, ils envisagent deux millions de chômeurs dans les trois ans à venir. Ils mettent la France à la remorque de l'étranger.

Leurs candidats, MM. Charretier et Santoni discourent, menacent, osent encore promettre ce qu'ils n'ont jamais fait en vingt ans.

Vous en avez assez. Ça ne peut plus durer. Tout cela n'est pas fatal. Je l'affirme : il faut que ça change. Vraiment. Dès les premiers jours d'avril.

C'est possible.

Changer ou pas, tel est l'enjeu de votre vote le 12 Mars !

CHANGER C'EST DONNER LE PLUS A CEUX QUI ONT LE MOINS...

Vous voulez **vivre mieux** et **plus libre.** Tout de suite. Vous avez raison. Répondre à cet **espoir,** c'est mettre en œuvre une **politique nouvelle.** C'est possible avec les propositions du Programme commun.

Créer **500 000 emplois nouveaux** par an, **aucun licenciement** sans reclassement. **S.M.I.C. à 2 400 francs** et augmentation des **salaires** jusqu'à 9 600 frs par an. Halte à la hausse des **prix.** Retour aux **40 heures** de travail en 5 jours sans perte de salaire et 5 semaines de **congés payés.** Droit à la **retraite** à 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes. **Gratuité** totale des fournitures et transports scolaires ; 18 semaines de **congé maternité.** Augmentation de 50 % des **allocations familiales** dès le premier enfant et retour à 80 et 100 % du remboursement de la **Sécurité Sociale. Minimum vieillesse** pour tous à 1 300 frs par mois, revalorisation des **pensions et retraites·** Amélioration et garantie réelles des revenus des **agriculteurs exploitants.** Non à l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le **Marché commun,** proposée par la droite et le Parti socialiste. Prêt du **soldat** à 25 % du S.M.I.C. Garantir et élargir toutes les **libertés,** donner des droits nouveaux aux **travailleurs,** et à chacun le pouvoir réel de décider de sa vie.

Cette grande politique de progrès social est inséparable d'un combat généreux pour la **paix,** l'**amitié** entre les peuples, et d'une politique d'**indépendance nationale** sans laquelle il n'y a pas de liberté pour notre pays. La politique de la France, ne doit se **décider** ni à Washington, à Bonn, à Moscou ou à Bruxelles, **mais à Paris.**

...EN FAISANT PAYER LES RICHES

Ces mesures **indispensables** pour **changer** notre vie, vont coûter cher. Vous vous dîtes, c'est un peu comme le budget familial : pas de dépenses nouvelles sans ressources nouvelles. Voyons les faits.

Les **10 %** de Français les plus riches possèdent la **moitié** du patrimoine national ; **180 000** familles ont un revenu minimum de **5 millions d'A.F.** par mois ; **0,6 %** des familles possède **68 000 milliards d'A·F.** soit **8 fois** les augmentations de salaire proposées ; **400 000 Français** camouflent en Suisse des sommes égales au **budget annuel** de la France, soit **2 fois** l'argent **nécessaire à la réalisation** du Programme commun ; en 2 ans les 25 premières sociétés capitalistes ont avoué **15 000 milliards d'A.F.** de profits...

Vous le voyez, **l'argent existe.** Ce n'est pas la crise pour tout le monde.

N'écoutez pas ceux qui vous font des **promesses électorales** sans vous dire clairement à l'avance, qui va **payer.**

Avec votre soutien, je **m'engage** à agir pour nationaliser les 9 groupes milliardaires (relance de l'économie, suppression de fabuleux gâchis : **111 milliards de recettes),** pour imposer le capital, les fortunes au-delà de 200 millions d'A.F. (recettes : **69 milliards)** pour éliminer le gaspillage des fonds publics (recettes : **27 milliards). Comptons ensemble :** Dépenses des mesures sociales du Programme commun : **147** milliards. Recettes : **207** milliards.

Les **60 milliards** restant, se répartissent en : subventions, crédits, investissements, aide aux **agriculteurs,** aux **petites et moyennes entreprises** en difficulté, communes, régions, etc...

Voilà ce que permettait le Programme commun.

Voilà ce que refuse le Parti socialiste, tournant le dos à la politique nouvelle que nous avons **défendue ensemble** durant cinq années et que vous avez **soutenue.**

L'UNION POUR GAGNER, POUR CHANGER VRAIMENT

Les **dirigeants socialistes** ont pris la grave **responsabilité** d'empêcher la réalisation d'un bon accord en rompant les négociations d'actualisation du **Programme commun.** Les communistes ont fait pourtant de nombreuses concessions, à l'extrême limite des moyens suffisants pour sortir de la crise.

Le Parti socialiste a abandonné les points décisifs du Programme commun.

Depuis des mois, nous n'avons cessé de lancer des appels passionnés aux dirigeants socialistes pour reprendre la discussion.

NON et **NON,** a répondu invariablement **François MITTERRAND.**

Votre soutien avait amené en 1972 les dirigeants socialistes à signer le Programme commun. En 1977 ils sont repartis à reculons : les adversaires du changement ont été les plus forts.

Comme M. BARRE, les dirigeants socialistes défendent aujourd'hui l'idée que l'**austérité** est nécessaire, à la manière des partis socialistes au pouvoir en **Grande-Bretagne,** en **Allemagne** ou au **Portugal.**

F. MITTERRAND a déclaré à TOULON : **« Nous socialistes, nous serons plus à l'aise pour demander des sacrifices aux travailleurs ».**

Le Parti socialiste a rendu public un véritable plan d'austérité. A quelques jours du scrutin, après s'être rallié à la proposition communiste du **S.M.I.C.** à **2 400 francs,** il réduit les charges des entreprises de **27 milliards,** reprenant aux travailleurs d'une main ce qu'il donne de l'autre, prévoit une **hausse** des prix de 10 %, un **déficit** budgétaire de **40 milliards** pour 1978, l'**abandon** de nombreuses mesures sociales, le maintien du barême fiscal de **M. BARRE,** l'essence à 2 francs 80 le litre, rien pour l'indexation de l'**épargne.**

Ainsi en **abandonnant** les nationalisations, en **refusant** de faire payer les milliardaires, les dirigeants socialistes se condamnent à appliquer une politique de **sacrifices** que nous n'avons que trop subie.

Alors que la **victoire de la gauche** est à portée de la main, ils ne pourront tenir aucune des promesses qu'ils font, parce qu'ils refusent aujourd'hui le moyen du changement : **prendre l'argent où il est.**

Les dirigeants socialistes se sont souvent fait élire sur un programme de gauche, mais une fois au pouvoir ils ont fait la politique de la droite : ainsi, en 1956, une majorité de gauche est élue pour faire la paix en Algérie, mais le gouvernement où siègent F. MITTERRAND et CHABAN-DELMAS envoie les jeunes faire la guerre.

Voilà plus de trente ans, les ministres communistes ont été chassés du gouvernement par le socialiste RAMADIER. Depuis tous les partis se sont succédés au gouvernement de la France, tous, sauf le Parti Communiste.

Le résultat, vous le vivez tous les jours.

Je l'affirme : il ne faut pas que demain, avec un gouvernement de gauche tout **continue** comme aujourd'hui avec la droite.

Ce n'est pas à vous qui n'avez pas assez, qu'il faut demander des sacrifices, mais à ceux qui ont trop.

Un seul moyen :
VOTEZ COMMUNISTE LE 12 MARS

Oui tout reste encore possible. Ce n'est pas trop tard.

Puisque le Parti socialiste refuse obstinément de discuter, il faut utiliser votre vote du 12 mars pour le faire revenir à l'**union** et au **Programme commun,** pour aboutir à l'**accord** et à la **victoire.**

Il faut voter massivement communiste

Pour changer **vraiment** les choses, il faut des ministres communistes, il faut des **travailleurs** au gouvernement.

Ne donnez pas un **chèque en blanc.**

Il faut voter massivement communiste

Même si vous n'êtes pas d'accord avec toutes nos propositions, vous qui voulez passionnément l'union pour **battre la droite** et changer vraiment : cette fois-ci on peut y arriver pour de bon !

TOUT MAINTENANT DEPEND DE VOUS.

Femmes et hommes, jeunes qui allez décider de votre avenir, faites pencher la balance du **bon côté** en donnant au Parti Communiste un poids suffisant.

S'il en est ainsi le 12 MARS, alors le 13 c'est la **discussion** pour un bon **accord,** et un bon **désistement** pour la **victoire** le 19 MARS. Votre vie commencera à changer.

La décision vous appartient.

NOUS GAGNERONS ENSEMBLE.

J'AI CONFIANCE.



SUPPLEANT

René RICHARD

Maire de Goult, conseiller général
membre du bureau
de la Chambre d'Agriculture

Batailler - Carpentras